

Manager des risques sanitaires alimentaires et environnementaux (MS)

RNCP27820 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	343, 331r, 221r
Formacode(s)	21570
Code(s) ROME	H1302, H1502, K1903, K1404, K1401
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'échéance	03/03/2022

Certificateur(s)

INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT
(AGROPARISTECH) - CAMPUS CLAUDE BERNARD · SIRET : 13000285000019

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le manager des risques sanitaires alimentaires et environnementaux est un ingénieur en sciences du vivant ayant acquis, dans un second temps, des connaissances juridiques et économiques. Cette double compétence lui permet de mener à bien sa mission qui consiste à concevoir, mettre en œuvre et évaluer la politique de gestion des risques sanitaires alimentaires et/ou environnementaux auxquels est confronté l'organisme, en accord avec la direction générale et les différents services de l'organisme, en particulier le service des affaires juridiques.

- Définir et négocier une politique de gestion des risques sanitaires;
- Mettre en œuvre une politique de gestion des risques sanitaires;
- Assurer la conformité réglementaire des produits et/ou activités.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le titulaire est capable de :

- Assurer une veille d'actualité et de prospective juridique, scientifique et économique ;
- Solliciter les acteurs de l'évaluation des risques ;
- Déterminer une politique de gestion des risques sanitaires au vu des résultats de la veille et de l'évaluation des risques ;
- Concevoir et négocier les dispositifs juridiques correspondants et la politique de gestion des risques sanitaires choisie.
- Concevoir des mesures de gestion des risques sanitaires et piloter leur mise en œuvre ;
- Anticiper et gérer une crise sanitaire ;
- Communiquer en interne et en externe, à l'écrit comme à l'oral, sur la politique et/ou les mesures de gestion ;
- Évaluer l'efficacité, l'effectivité et l'efficience des mesures de gestion et mettre en place les éventuelles mesures correctives.
- Comprendre et analyser rapidement l'environnement juridique de l'organisme employeur ;
- Elaborer un dossier de demande d'autorisation administrative ;
- Rédiger et soutenir oralement un plaidoyer en cas de recours juridique (mettant en cause l'organisme employeur).

Blocs de compétences

RNCP27820BC01 — Définir et négocier une politique de gestion des risques sanitaires et sa transcription juridique

LISTE DE COMPÉTENCES

Compétences visées :

1. Assurer une veille d'actualité et de prospective juridique, scientifique et économique.
2. Solliciter les acteurs en charge de l'évaluation des risques.
3. Déterminer une politique de gestion des risques sanitaires au vu des résultats de la veille et de l'évaluation des risques, en conformité avec les objectifs de l'organisme employeur (public ou privé).
4. Concevoir les dispositifs juridiques correspondant à la politique de gestion des risques sanitaires choisie.
5. Négocier la politique de gestion des risques sanitaires retenue et sa transcription juridique.

Modalités d'évaluation et de certification :

Mises en situations professionnelles simulées amenant à définir une politique de gestion des risques sanitaires. Rapport écrit et soutenance de groupe.

A partir de l'analyse de textes français et/ou européens définissant une politique de gestion des risques sanitaires, proposition de rédaction d'une ou plusieurs options, en adoptant la position de l'une des parties prenantes. Rapport écrit et soutenance de groupe.

RNCP27820BC02 — Mettre en œuvre une politique de gestion des risques sanitaires

LISTE DE COMPÉTENCES

Compétences visées :

1. Concevoir des mesures de gestion permettant d'atteindre les objectifs de la politique globale de gestion des risques sanitaires.
2. Piloter la mise en œuvre des mesures de gestion choisies.
3. Évaluer l'efficacité, l'effectivité et l'efficience des mesures de gestion et mettre en place les éventuelles mesures correctives.

Modalités d'évaluation et de certification :

Mises en situations professionnelles simulées amenant à mettre en œuvre une ou plusieurs étapes d'une politique de gestion des risques sanitaires. Rapport écrit et soutenance de groupe.

RNCP27820BC03 — Anticiper, gérer une situation de crise sanitaire et communiquer à l'écrit comme à l'oral lors de celle-ci

LISTE DE COMPÉTENCES

Compétences visées :

1. Constituer une cellule de crise en répartissant les rôles entre ses membres
2. Prendre des décisions rapides et adaptées en situation d'urgence tout en gardant son sang-froid.
3. Analyser, après la survenue de la crise, les mesures de gestion adoptées.
4. Réaliser des points de situation oraux réguliers destinés à l'ensemble des parties prenantes (notamment services publics et privés concernés par la gestion de crise, média).
5. Rédiger des comptes rendus réguliers destinés à l'ensemble des parties prenantes, un communiqué de presse, un arrêté officiel récapitulant les mesures prises.

Modalités d'évaluation et de certification :

Jeux de rôles recréant les conditions d'une situation de crise sanitaire amenant à :

- Concevoir un scénario de crise
- Imaginer et choisir des options de gestion de crise
- Communiquer à l'écrit comme à l'oral sur les options choisies
- Concevoir un retour d'expérience.

RNCP27820BC04 — Assurer la conformité réglementaire de produits et/ou d'activités

LISTE DE COMPÉTENCES

Compétences visées :

1. Comprendre et analyser l'environnement juridique de l'organisme employeur.
2. Elaborer un dossier de demande d'autorisation administrative.

3. Assurer l'interface avec les différents services (R&D, production, marketing, commercial).
 4. Rédiger et soutenir oralement un plaidoyer en cas de recours juridique mettant en cause l'organisme employeur.
- Modalités d'évaluation et de certification :
- Vérification de la conformité en droit français d'une directive européenne et proposition d'une autre option de rédaction le cas échéant, en adoptant
- la position d'une des parties prenantes (autorité administrative en charge de la proposition de transposition ou entreprise assurant la mise sur le marché du produit ou de l'activité)
- Rapport d'analyse et simulation de négociation orale de la position adoptée

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les secteurs d'activités concernés par ce type de métier sont :

- les industries agroalimentaires, quel que soit leur positionnement dans la chaîne alimentaire.
- les laboratoires pharmaceutiques, phytopharmaceutiques et cosmétiques
- les branches professionnelles et interprofessionnelles de l'agriculture et de l'agroalimentaire
- les entreprises du secteur industriel
- les ministères, services déconcentrés et décentralisés

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Le métier de manager des risques sanitaires alimentaires et environnementaux peut s'exercer dans différents emplois : chargé ou responsable qualité, hygiène, sécurité, environnement ; responsable évaluation des risques et réglementation, directeur qualité ; chargé, responsable ou directeur des affaires réglementaires ou juridiques.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Très élevée (5/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 545 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel · tension 5/5 (Très élevée) H0X40 — Ouvriers qualifiés du contrôle qualité et de laboratoire · tension 5/5 (Très élevée) H0X90 — Techniciens du contrôle qualité · tension 5/5 (Très élevée) H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel · tension 3/5 (Modérée) H1X93 — Ingénieurs des méthodes de production, du contrôle qualité · tension 5/5 (Très élevée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	13 367
Jugés difficiles à recruter	44 %
Emplois saisonniers	8 %

Familles professionnelles (FAP)

G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel
H0X40 — Ouvriers qualifiés du contrôle qualité et de laboratoire
H0X90 — Techniciens du contrôle qualité
H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel
H1X93 — Ingénieurs des méthodes de production, du contrôle qualité
L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

- Directeur d'AgroParisTech-ENGREF ou son représentant
- Responsable pédagogique de la formation à AgroParisTech
- Enseignant-chercheur responsable du parcours de droit AgroParisTech
- Enseignant-chercheur responsable du parcours d'économie AgroParisTech.
- 3 professionnels du secteur d'activité concerné

COMPOSITION DU JURY — VAE

Directeur général, ou son représentant, Responsable du Mastère Spécialisé ®, 2 enseignants-chercheurs ou assimilés, membres du groupe de travail VAE,
1 enseignant-chercheur ou assimilé peu associé à la démarche VAE,
2 professionnels dont un employeur et un salarié

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 690 €
Selon la branche	7 200 € – 8 880 €
Prise en charge	Branches concernées
8 690 €	Valeur par défaut · 207 branches
8 880 €	CPNE industries alimentaires diverses, CPNEFP Transformation Laitière, CPNEFP de la branche des industries de produits alimentaires élaborés
8 500 €	CPNEFP ICGV entreprises de la viande
8 494 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
7 200 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 03/03/2022

Liens avec d'autres certifications

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)
RNCP36657

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.agroparistech.fr/-MS-ALISEE-Management-des-risques-sanitaires-alimentaires-et-environnementaux-.html>
ou l'adresse mail : candidaturesms@agroparistech.fr

AgroParisTech

Master2 DSSAE

Master 2 DDD

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/27820/>